

VIAVOICE

VGBN CONSEILS

Libération

BAROMÈTRE POLITIQUE
VIAVOICE – LIBÉRATION

*Le climat démocratique
et institutionnel*

Avril 2023



Viavoice

9 rue Huysmans, 75 006 Paris.

+ 33 (0)1 40 54 13 90

www.institut-viavoice.com

Adrien Broche

Lola Lusteau

François Miquet-Marty

Synthèse des enseignements	3
Questions barométriques	
Volet 1 : popularités de l'exécutif	6
Volet 2 : popularités des personnalités politiques	9
Volet 3 : les sujets de préoccupation	12
Volet 4 : la confiance politique	15
Questions d'actualité	
L'état de santé de la démocratie française	20
Une démocratie en mauvaise santé : les raisons	21
Les institutions de la Cinquième République : dépassées ?	22
Les mesures de nature à renforcer la démocratie en France	24
Emmanuel Macron et le pouvoir, une pratique autoritaire ?	25
La légitimité du recours à l'article 49 alinéa 3	26
Consultations souhaitées des citoyens	27
Niveau de tolérance vis-à-vis des violences commises lors des manifestations	28

Sondage réalisé par Viavoice pour *Libération*.

Interviews effectuées en ligne du 31 mars au 4 avril 2023.

Échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

Les rappels de données antérieures présentés dans ce rapport sont issus des précédentes vagues du baromètre politique Viavoice pour Libération.

Le climat démocratique et institutionnel

Après la crise sociale et politique, le réveil de la question institutionnelle

Alors que la séquence encadrant le projet de réforme des retraites avait ouvert une crise sociale particulièrement aigüe, son issue à la fois inéluctable et pourtant surprenante y a ajouté un puissant remous politique. Il convient alors d'éclairer le rapport de l'opinion aux questions institutionnelles sous-tendues par le dénouement de cette « séquence retraites ». C'est ici et dans ce climat sociopolitique houleux que s'inscrit la nouvelle édition du baromètre politique Viavoice – *Libération*.

Une dégradation des popularités de l'exécutif qui marque le pas

Alors que la précédente édition du baromètre politique Viavoice – *Libération* révélait une nette chute des cotes de popularité d'Emmanuel Macron et d'Elisabeth Borne au cœur du contexte de crise sociale, cette dégradation se stabilise. Le président de la République enregistre 26 % d'opinions positives, un score en ligne avec celui de février dernier, quand la première ministre Elisabeth Borne gagne un point de popularité, s'établissant à 24 % de bonnes opinions.

Un net regain de popularité auprès des cadres explique cette stabilité, regain qui vient compenser une chute auprès des sympathisants Les Républicains, peu étonnante au vu des tensions révélées entre cette formation politique et celle de la majorité qui a conduit – faute d'accord – à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 par le gouvernement.

Les enjeux sociaux et écologiques toujours largement en tête des préoccupations, des évolutions de confiance générale contre-intuitives

S'agissant des préoccupations principales des Français, la question sociale reste encore et toujours structurante des attentes de l'opinion. C'est en effet d'abord sur le pouvoir d'achat que les Français attendent une action du gouvernement et du parlement, 72 % plaçant cet enjeu comme prioritaire, score en hausse de 2 points. C'est ensuite sur la santé (51 %), les retraites (45 %, + 3 points) et l'énergie que l'opinion attend des actes. L'été approchant, la question écologique progresse de 4 points par rapport à la précédente édition et s'installe comme le cinquième enjeu de préoccupation pour l'opinion, remplaçant l'enjeu sécuritaire (-12 points depuis février).

Après des semaines de débat public, de discussion parlementaire plus ou moins fructueuse et de nombreuses journées de mobilisation dans la rue, l'heure est au bilan global de la séquence concernant la crédibilité des forces politiques. En dehors de la seule question des retraites, l'analyse du niveau de confiance général envers les différentes formations parlementaires pour agir sur une multitude de sujets révèle un léger recul du Rassemblement national, formation la plus crédible sur 20 % des enjeux (-2 points, toujours en tête), et de la NUPES, jugée la plus crédible sur 14 % des enjeux (-2 points). Être audible et crédible à la fois, voilà l'équation qui, une nouvelle fois semble devoir arbitrer l'avenir de la première force d'opposition à la majorité. Celle-ci, sous le feu des critiques mais se drapant de l'étendard de la responsabilité, progresse de 3 points (crédible sur 18 % des sujets) quand les Républicains, replacés dans la lumière du débat public le temps du vote de la réforme, enregistrent aussi une légère hausse de 3 points (12 %).

Sous la crise politique et sociale, la question institutionnelle et l'enjeu du consentement

Alors que les légitimités démocratique et populaire s'affrontent féroce­ment depuis des semaines, que certains opposent à la légitimité électorale - incontestable - d'Emmanuel Macron une légitimité morale en perdition, de plus profonds questionnements, qui travaillent depuis bien longtemps l'articulation des pouvoirs en France, ont remonté à la surface. Ainsi assiste-t-on à un retour des questions ayant trait aux institutions, au degré et à la nature du pouvoir présidentiel. Répartition des pouvoirs, verticalité de la décision politique, avenir des institutions : autant de questions architectoniques qui irriguent les questionnements profonds de l'opinion.

Le ton est en effet donné dès lors que plus de 3 Français sur 4 (76 %) jugent la démocratie française en « mauvaise santé ». Si les remèdes semblent toujours difficiles à lister, les manifestations de cette maladie institutionnelle sont clairement pointées du doigt dans l'opinion.

Raison prioritairement invoquée : des élus déconnectés des réalités des Français, critique qui prend une dimension encore plus marquée dans un contexte de crise du pouvoir d'achat qui accentue la distinction entre le haut et le bas de la société française.

Pour près de la moitié des Français estimant la démocratie en mauvaise santé (49 %), le tort vient ensuite d'une pratique du pouvoir trop autoritaire. A en écouter l'opinion critique de la santé démocratique française, c'est à une dialectique entre déconnexion et autoritarisme, phénomènes qui se nourrissent entre eux, qu'est imputé le mal institutionnel français. Une fois la légitimité de l'élection acquise, c'est à la réalité de l'illégitimité de la pratique politique que se heurtent des élus considérés comme trop éloignés de la réalité du corps social français : ainsi seraient-ils contraints à l'autoritarisme. Plus d'un Français sur deux pointe ainsi la pratique du pouvoir par Emmanuel Macron qu'ils considèrent comme « trop autoritaire » (54 %).

Signe des doutes qui se sont instillés parmi les soutiens de la majorité tout au long de ces dernières semaines et particulièrement suite à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3, plus d'un tiers des électeurs d'Emmanuel Macron (36 %) et 60 % des retraités se rangent également derrière ce constat. Un constat d'opinion largement appuyé par une dénonciation majoritaire de l'utilisation de cet outil constitutionnel, considéré comme une pratique illégitime aux yeux de 62 % des Français et 36 % des électeurs d'Emmanuel Macron au 1^{er} tour de l'élection présidentielle. A noter cependant, le soutien d'un Français sur quatre à son utilisation, considéré comme « pratique légitime face à un débat bloqué », constat davantage partagé par les sympathisants de la majorité et de la droite.

Enseignement marquant de cette nouvelle édition du baromètre politique Viaoice – *Libération*, 48 % des Français imputent la mauvaise santé de la démocratie en France au fait que les « institutions ne fonctionnent plus correctement ». Bien devant la perte de souveraineté (39 %) et le fait que les Français ne s'intéressent plus à la politique, constat davantage considéré comme conséquence que comme cause, c'est ainsi une question institutionnelle d'ampleur qui remonte à la surface. Seuls 7 % des Français considèrent ainsi les institutions adaptées et n'ayant pas besoin d'être réformées quand 30 % les considèrent adaptées mais « mal utilisées ». Surtout, la moitié (49 %) de la population française les estiment désormais inadap­tées et devant être profondément réformées.

S'agissant des pistes d'amélioration, si le renforcement des pouvoirs du président de la République est logiquement rejeté par 58 % des Français, le fait de recourir plus facilement au référendum et de le rendre obligatoire sur certains sujets recueille le soutien d'une majorité de l'opinion (52 %). Le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée nationale n'est considéré comme une « bonne idée » que par 30 % des Français, score qui souligne une aspiration à plus de participation directe, davantage même qu'à un rééquilibrage entre les pouvoirs législatif et exécutif. Derrière la critique formulée par l'opinion d'une forme « d'autoritarisme présidentiel », c'est donc bel et bien une méfiance plus large envers les élus qui se manifeste.

La violence des forces de l'ordre et celle des manifestants sont « comprises » (sans être nécessairement tolérées pour autant) par respectivement 45 % et 36 % des Français, selon qu'elles sont commises par les forces de l'ordre ou les manifestants. C'est ainsi la menace d'un affaiblissement des « consentements » qui plane derrière les crises sociale, politique et institutionnelle qui sont à l'œuvre.

Fragilité du consentement à l'effort de soutien aux Ukrainiens (baromètre politique *Viavoice-Libération*, octobre 2022), fragilité du consentement à la démocratie représentative s'agissant des débats sur les légitimités des élus, questionnements sur l'efficacité des services publics au regard des prélèvements obligatoires qui pourraient, à terme, interroger le consentement à l'impôt... Autant de signaux qui doivent encourager à prendre au sérieux ces questions institutionnelles qui, à la fin des fins, engagent notre pacte social et font courir à la France le risque de finir par connaître, elle aussi, son moment populiste.

Adrien Broche

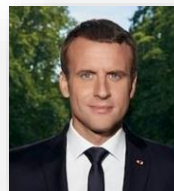
Responsable des études politiques et publiées, Viavoice



VOLET 1

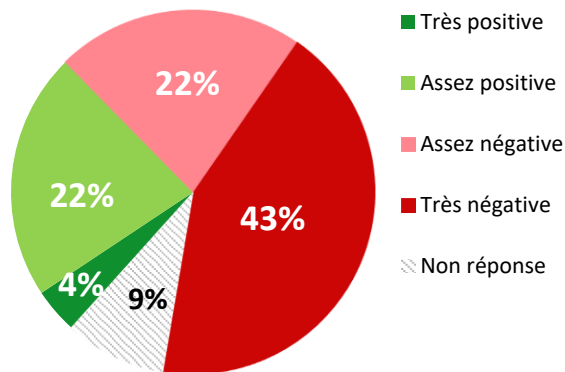
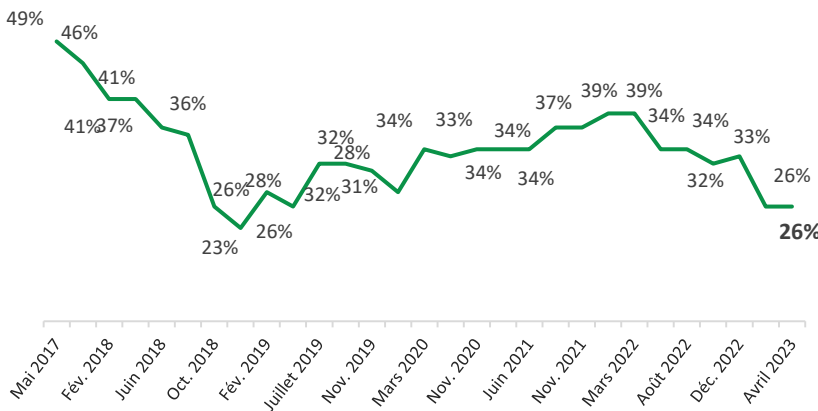
POPULARITÉS DE L'EXÉCUTIF

Avez-vous une opinion *très positive*, *assez positive*, *assez négative* ou *très négative* concernant Emmanuel Macron, en tant que président de la République ?



Opinion positive : 26 %
(= depuis février 2023)

Opinion négative : 65 %
(-1 depuis février 2023)



Selon la proximité
partisane, en %

	Opinion positive	
Sympathisants de gauche	24 %	+ 2
Sympathisants de la majorité	80 %	- 3
Sympathisants de droite	33 %	- 9
Sympathisants d'extrême droite	8 %	- 1
Proches d'aucun parti	19 %	=

Selon la taille
d'agglomération, en %

	Opinion positive	
Communes rurales	19 %	- 4
2 000 à 19 999 habitants	25 %	+ 3
20 000 à 99 999 habitants	22 %	=
Plus de 100 000 habitants	29 %	- 2
Agglomération parisienne	33 %	+ 5

Selon le vote au 1^{er} tour de l'élection
présidentielle de 2022, en %

	Opinion positive	
Jean-Luc Mélenchon	14 %	+ 6
Yannick Jadot	12 %	- 19
Emmanuel Macron	72 %	- 6
Valérie Pécresse	26 %	+ 3
Marine Le Pen	9 %	- 3

Selon la catégorie socioprofessionnelle,
en %

	Opinion positive	
Cadres	36 %	+ 8
Professions intermédiaires	20 %	- 3
Employés, ouvriers	19 %	=
Retraités	33 %	=

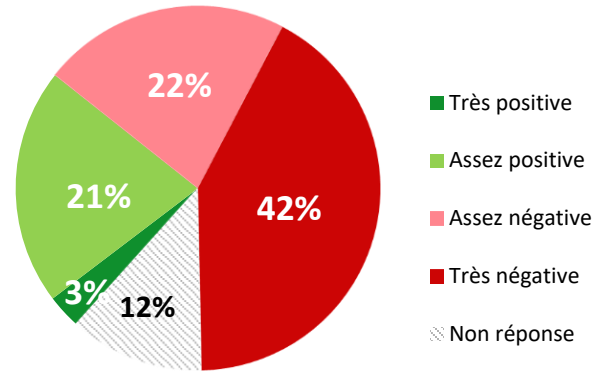
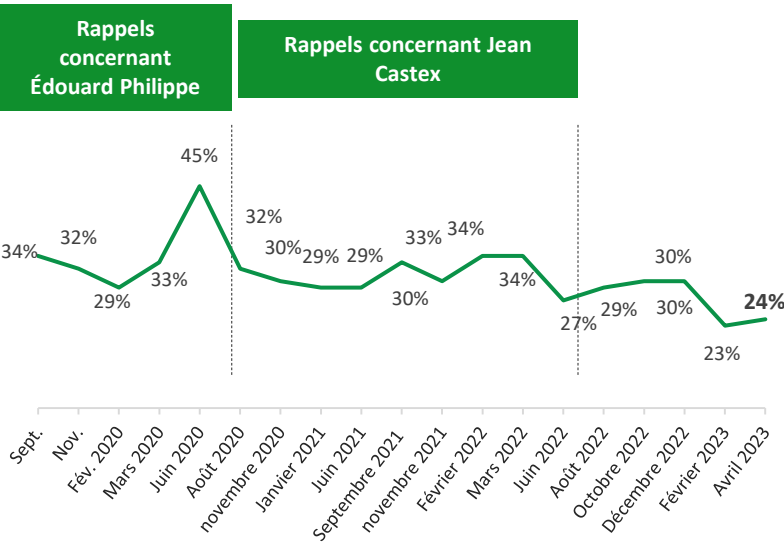
Base : Ensemble (1001 personnes)

Avez-vous une opinion *très positive*, *assez positive*, *assez négative* ou *très négative* concernant Elisabeth Borne, en tant que Première ministre ?



Opinion positive : 24 %
(+1 point depuis février 2023)

Opinion négative : 64 %
(-2 depuis février 2023)



Selon la proximité partisane, en %

Opinion positive

Sympathisants de gauche	20 %	+ 2
Sympathisants de la majorité	77 %	+ 3
Sympathisants de droite	36 %	- 11
Sympathisants d'extrême droite	6 %	- 5
Proches d'aucun parti	18 %	+ 1

Selon la taille d'agglomération, en %

Opinion positive

Communes rurales	17 %	- 6
2 000 à 19 999 habitants	23 %	+ 1
20 000 à 99 999 habitants	21 %	+ 1
Plus de 100 000 habitants	29 %	+ 3
Agglomération parisienne	28 %	+ 4

Selon le vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2022, en %

Opinion positive

Jean-Luc Mélenchon	8 %	- 1
Yannick Jadot	16 %	- 13
Emmanuel Macron	64 %	- 2
Valérie Pécresse	40 %	+ 3
Marine Le Pen	9 %	- 3

Selon la catégorie socioprofessionnelle, en %

Opinion positive

Cadres	28 %	+ 10
Professions intermédiaires	18 %	=
Employés, ouvriers	16 %	=
Retraités	39 %	- 1

Base : Ensemble (1001 personnes)

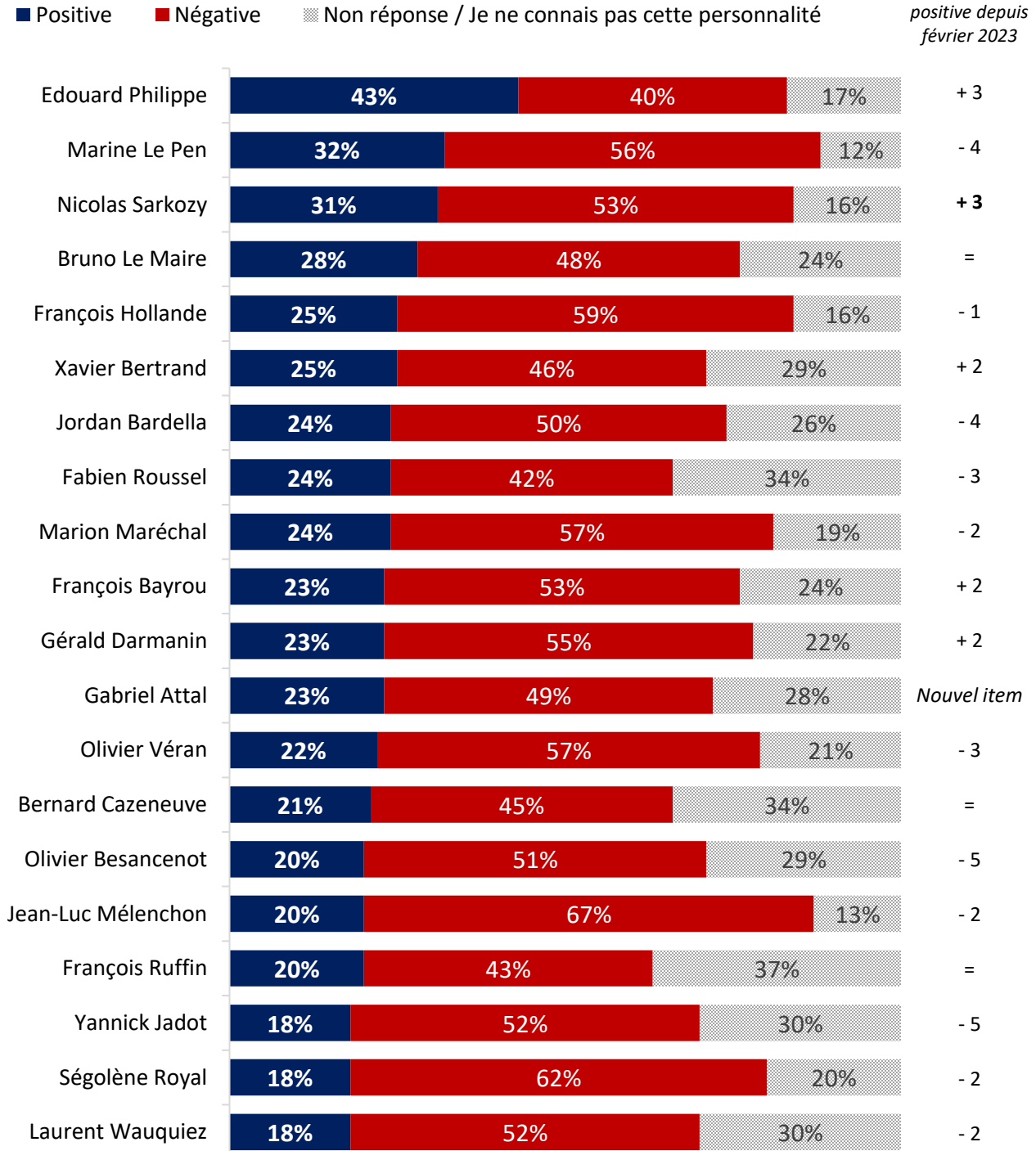


VOLET 2

**POPULARITÉS DES PERSONNALITÉS
POLITIQUES**

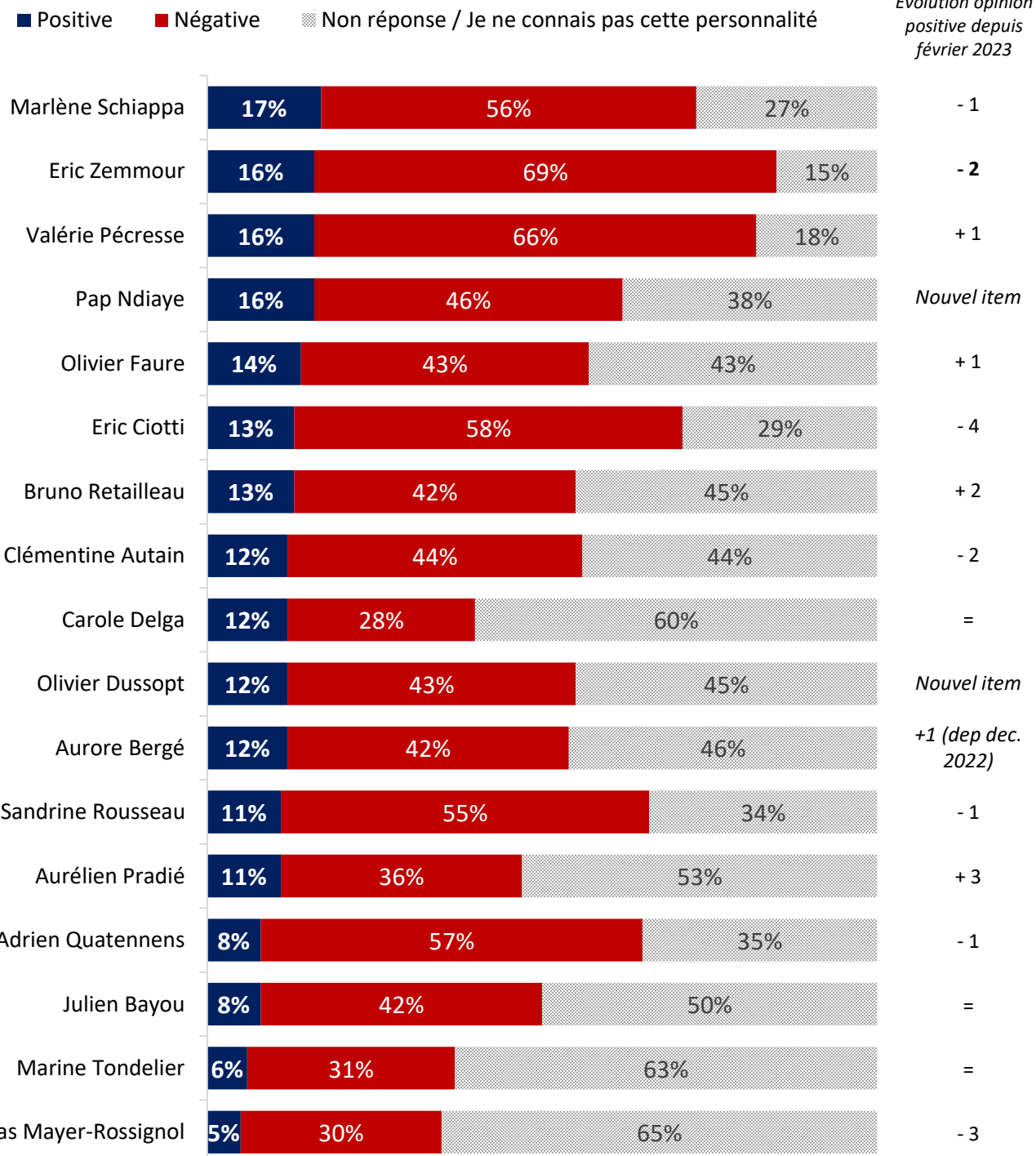
Pour chacune des personnalités suivantes, en avez-vous une opinion...

Evolution opinion positive depuis février 2023



Base : Ensemble (1001 personnes)

Pour chacune des personnalités suivantes, en avez-vous une opinion...



Base : Ensemble (1001 personnes)

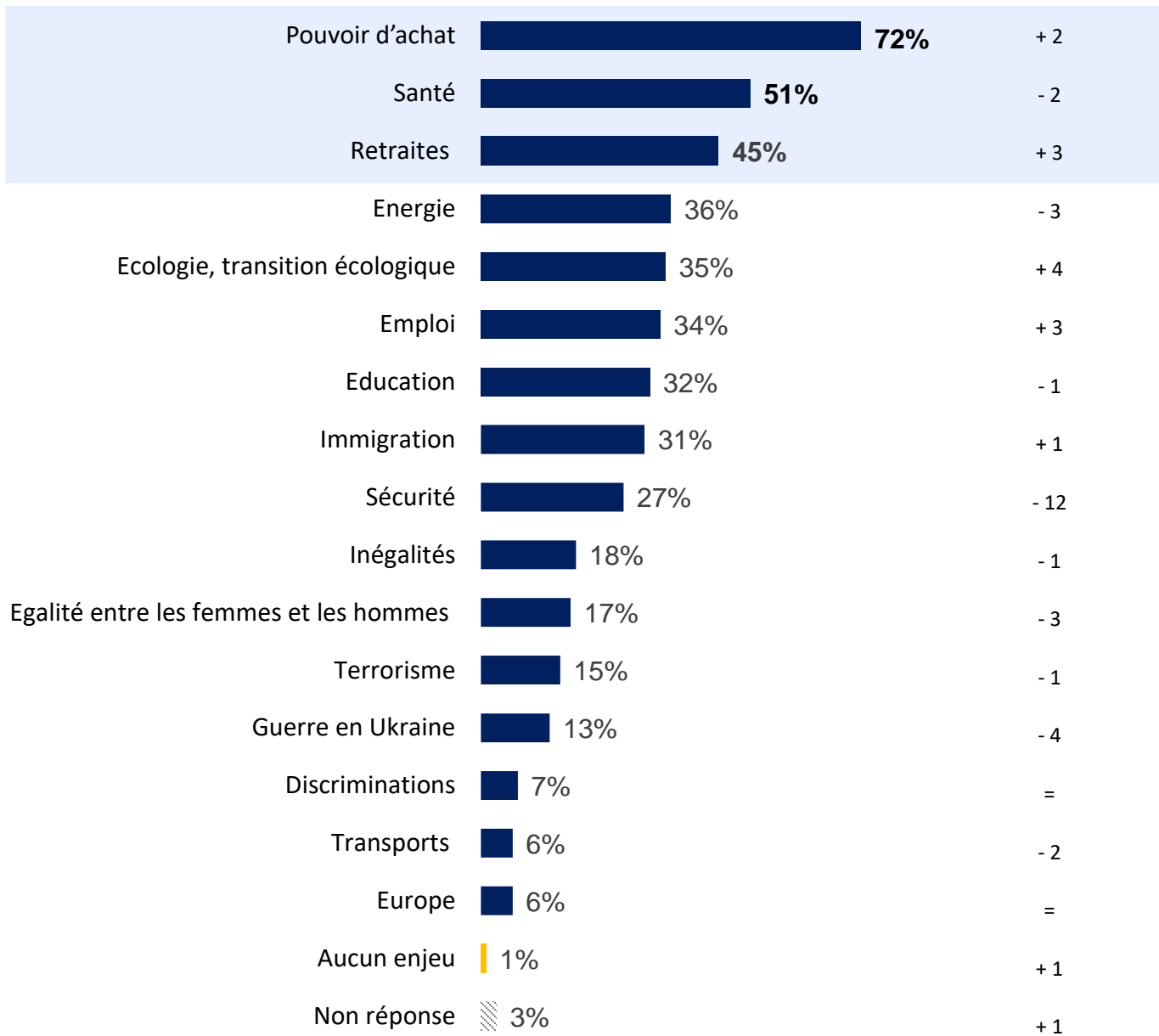


VOLET 3

LES SUJETS DE PRÉOCCUPATION

Selon vous, au regard du contexte actuel, quels sont les enjeux prioritaires sur lesquels le gouvernement et le parlement doivent agir ?

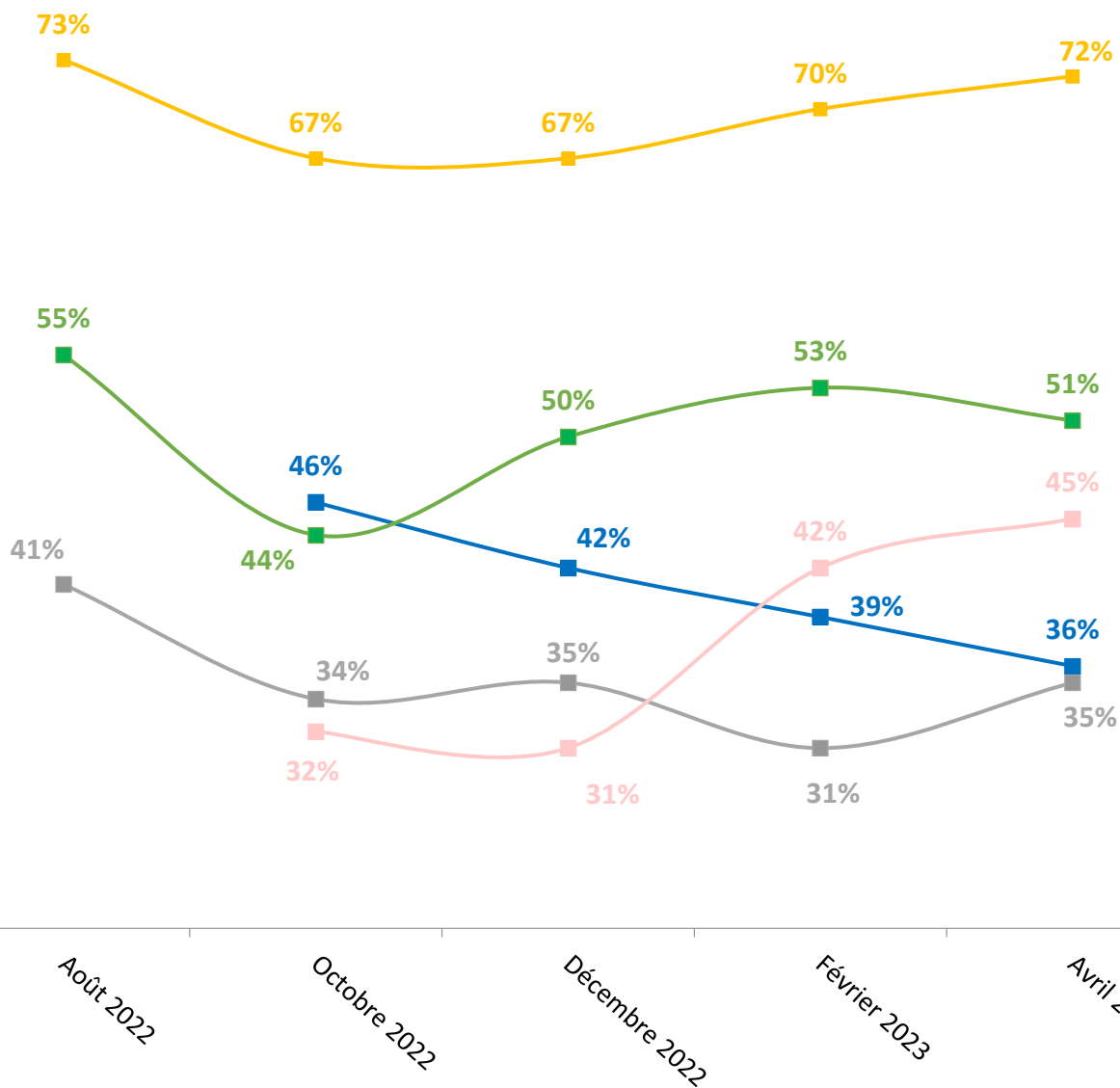
Evolution depuis février 2023



Base : Ensemble (1001 personnes)
Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100 %

L'évolution des enjeux prioritaires pour les Français

■ Pouvoir d'achat
 ■ Energie
 ■ Santé
 ■ Ecologie, transition écologique
 ■ Retraites

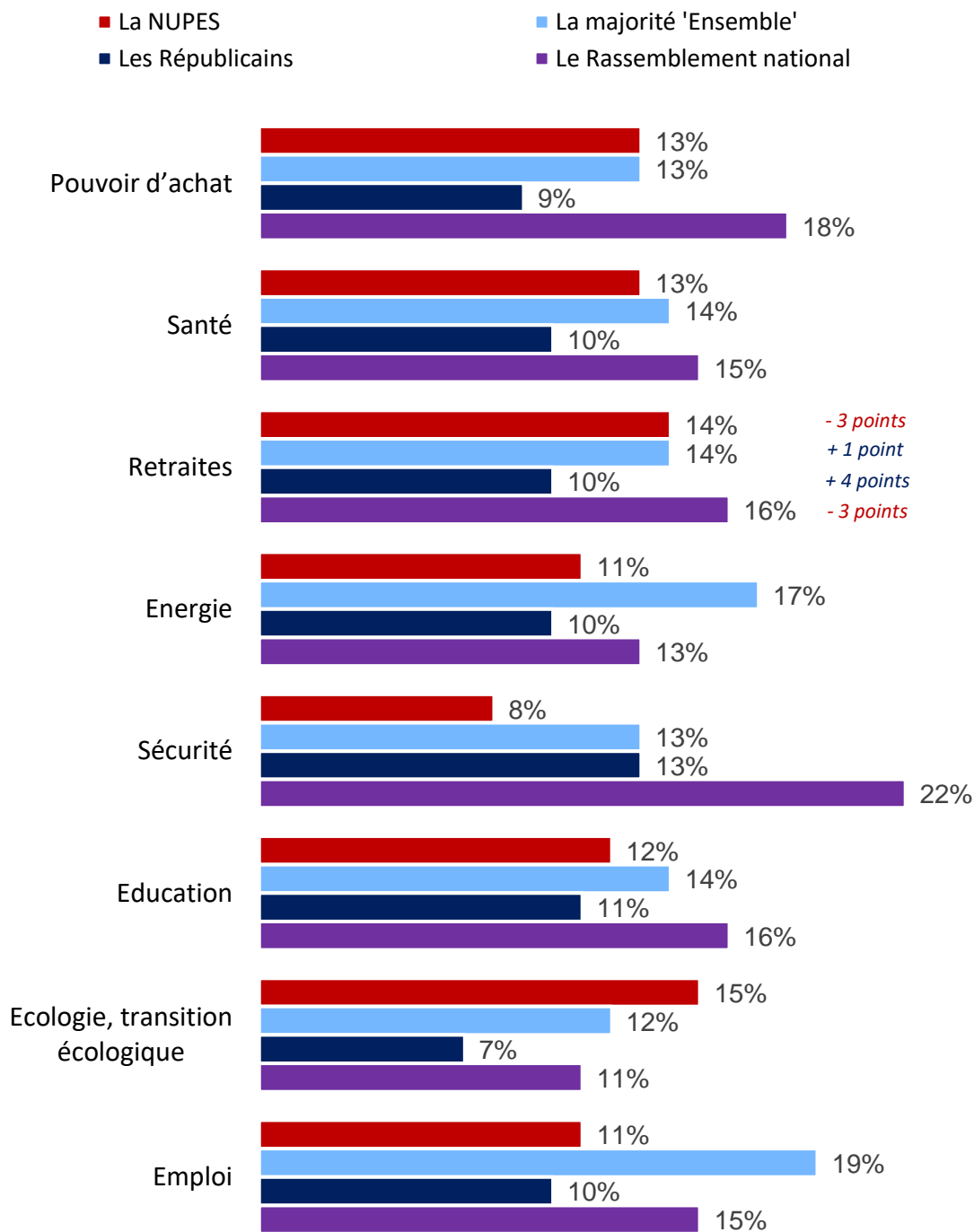




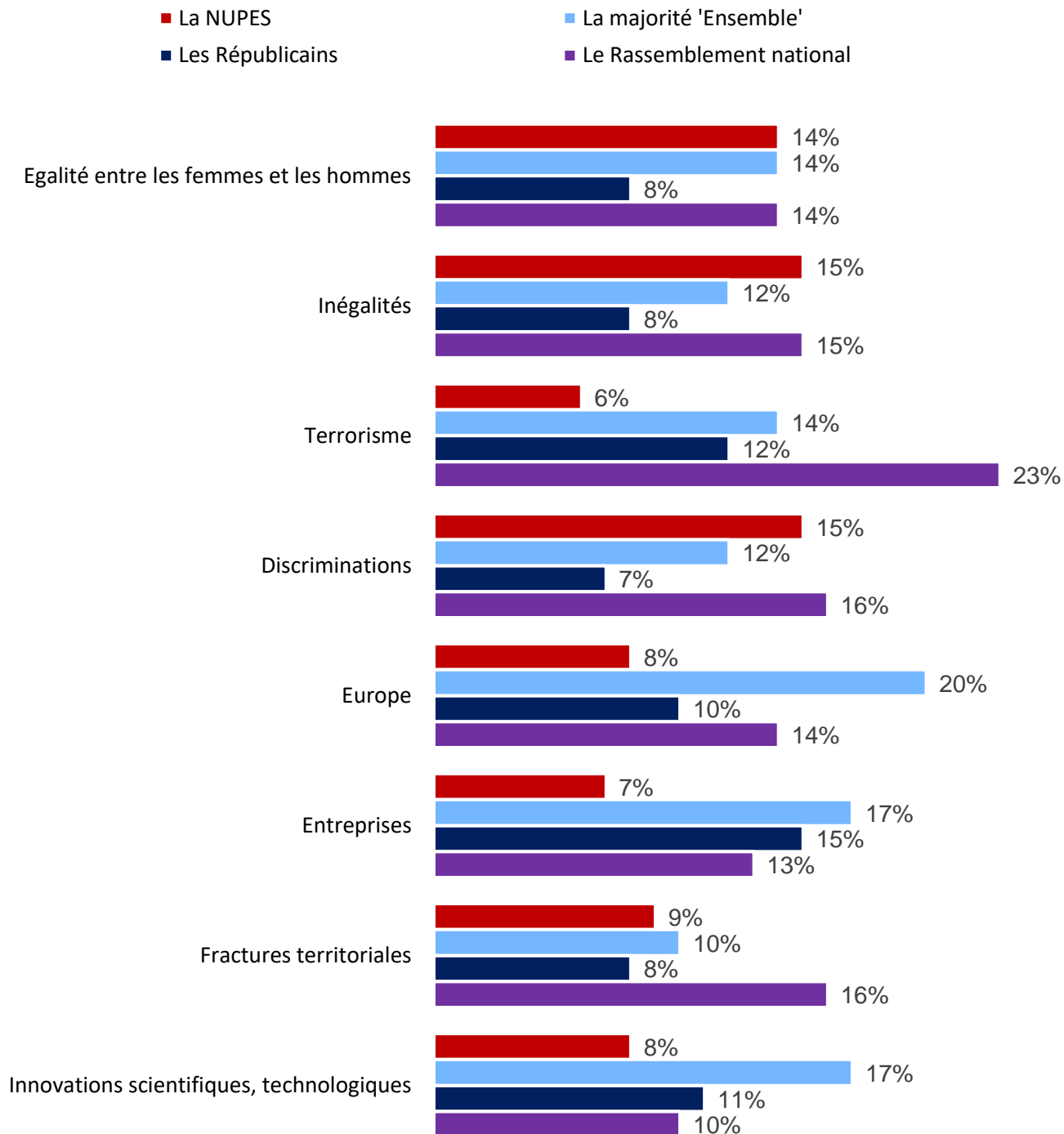
VOLET 4

LA CONFIANCE POLITIQUE

À quel mouvement ou parti politique faites-vous le plus confiance pour agir sur les enjeux suivants ?



A quel mouvement ou parti politique faites-vous le plus confiance pour agir sur les enjeux suivants ?

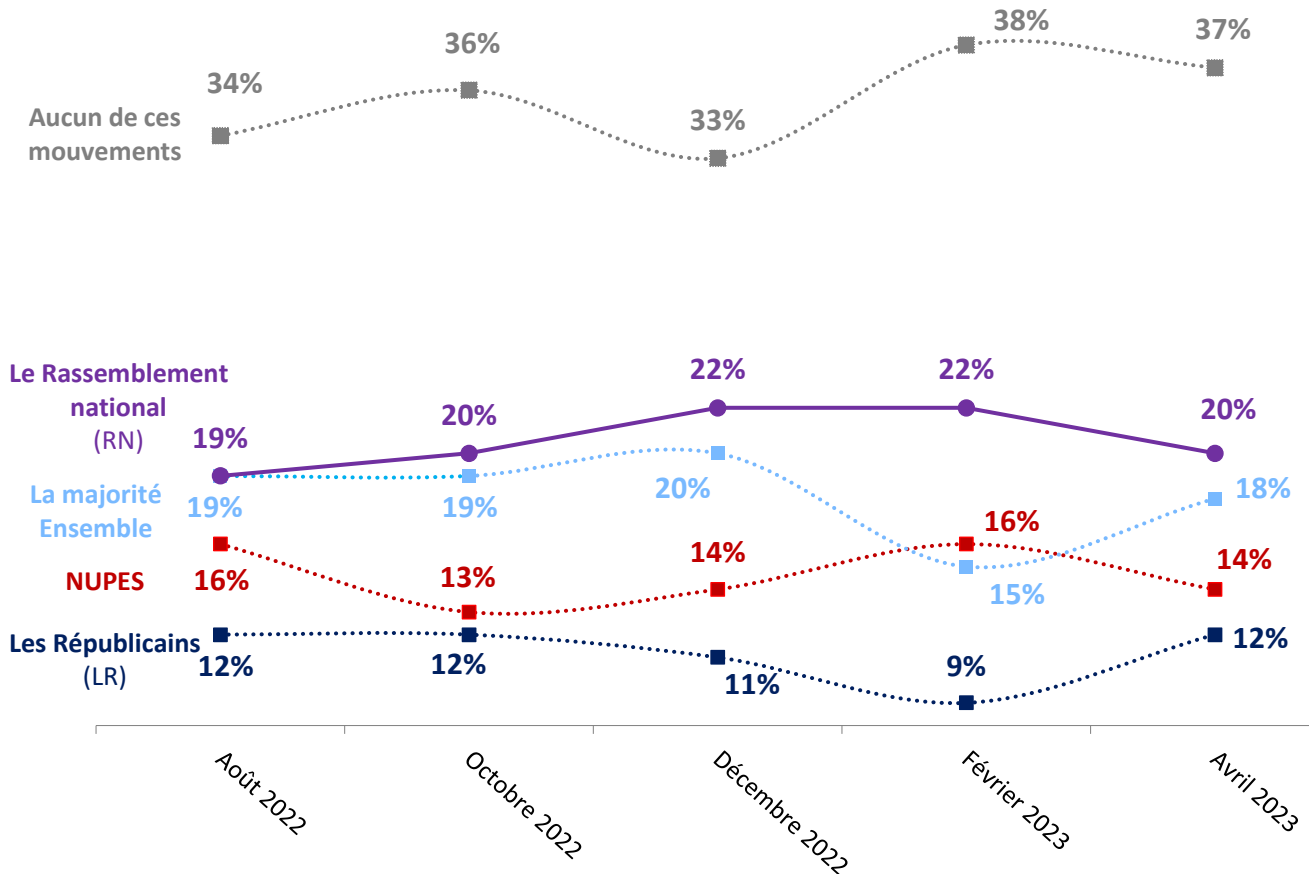


Indice calculé à partir des réponses données à la question précédente sur chacun des items thématiques proposés : il correspond au pourcentage de fois où la formation politique est citée comme la plus crédible pour apporter des réponses à l'enjeu en question.

Indice de confiance politique

NUPES	14 %
Majorité 'Ensemble'	18 %
Les Républicains (LR)	12 %
Rassemblement national (RN)	20 %
Aucun de ces mouvements	37 %

Evolution de l'indice de confiance envers les formations politiques





VOLET 5

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

LE CLIMAT DÉMOCRATIQUE
ET INSTITUTIONNEL

Selon vous, la démocratie française est-elle...

En très bonne
santé **2%**

En assez bonne
santé **14%**

Sous-total
En bonne santé
16%

En assez mauvaise
santé **37%**

En très mauvaise
santé **39%**

Sous-total
En mauvaise santé
76%

Non réponse **8%**

*Selon la proximité
partisane, en %*

	Bonne santé	Mauvaise santé
Sympathisants de gauche	19 %	79 %
Sympathisants de la majorité	49 %	51 %
Sympathisants de droite	22 %	73 %
Sympathisants d'extrême droite	4 %	96 %
Proches d'aucun parti	9 %	80 %

*Selon l'âge,
en %*

	Bonne santé	Mauvaise santé
18 – 24 ans	15 %	71 %
25 – 34 ans	16 %	75 %
35 – 49 ans	15 %	76 %
50 – 64 ans	11 %	82 %
65 ans et plus	21 %	75 %

*Selon le vote au 1^{er} tour
de l'élection
présidentielle, en %*

	Bonne santé	Mauvaise santé
Jean-Luc Mélenchon	12 %	85 %
Yannick Jadot	16 %	84 %
Emmanuel Macron	41 %	54 %
Valérie Pécresse	15 %	84 %
Marine Le Pen	5 %	91 %

*Selon la catégorie
socioprofessionnelle,
en %*

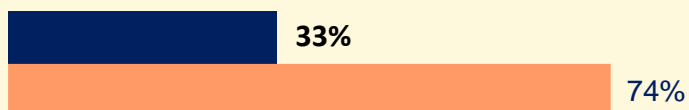
	Bonne santé	Mauvaise santé
Cadres	24 %	68 %
Professions intermédiaires	16 %	78 %
Employés, ouvriers	12 %	80 %
Retraités	21 %	75 %

Pourquoi diriez-vous de la démocratie en France qu'elle est en mauvaise santé ?

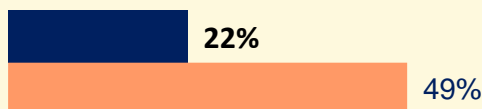
■ Cité en premier

■ Au global

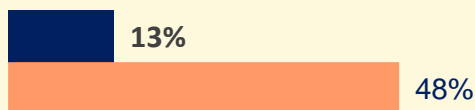
Parce que les élus sont déconnectés des réalités
des Français



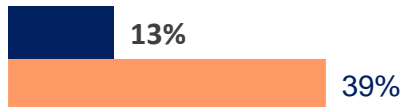
Parce que la pratique du pouvoir est trop
autoritaire



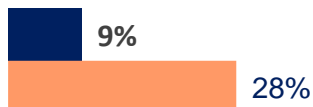
Parce que nos institutions ne fonctionnent plus
correctement



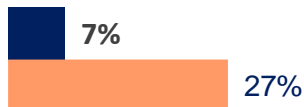
Parce que les décisions essentielles sont
désormais prises par des organisations
européennes ou internationales



Parce que les oppositions politiques ne sont pas
suffisamment responsables



Parce que les Français ne s'intéressent plus à la
politique



Non réponse



Diriez-vous que les institutions de la Cinquième République sont...

Toujours adaptées à notre époque, et n'ont pas besoin d'être réformées

7%

Sous-total
Adaptées

37%

Toujours adaptées à notre époque, mais mal utilisées par le personnel politique

30%

Ne sont plus adaptées à notre époque et doivent être profondément réformées

49%

Non réponse

14%

<i>Selon la proximité partisane, en %</i>	Adaptées à notre époque	Ne sont plus adaptées à notre époque
Sympathisants de gauche	37 %	57 %
Sympathisants de la majorité	65 %	29 %
Sympathisants de droite	59 %	34 %
Sympathisants d'extrême droite	33 %	60 %
Proches d'aucun parti	26 %	54 %

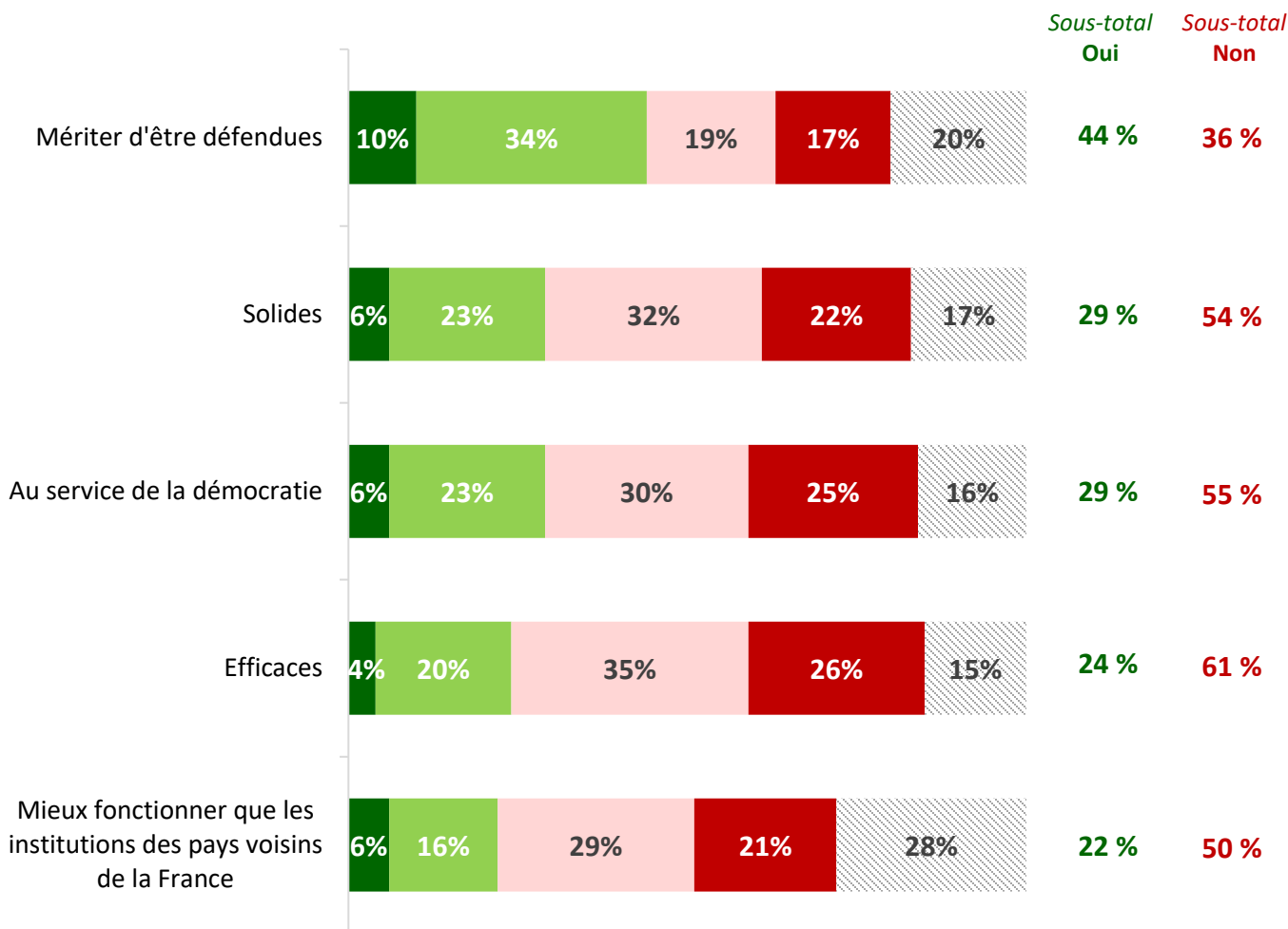
<i>Selon l'âge, en %</i>	Adaptées à notre époque	Ne sont plus adaptées à notre époque
18 – 24 ans	39 %	42 %
25 – 34 ans	38 %	49 %
35 – 49 ans	33 %	50 %
50 – 64 ans	33 %	53 %
65 ans et plus	41 %	50 %

<i>Selon le vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, en %</i>	Adaptées à notre époque	Ne sont plus adaptées à notre époque
Jean-Luc Mélenchon	26 %	64 %
Yannick Jadot	32 %	65 %
Emmanuel Macron	57 %	33 %
Valérie Pécresse	59 %	34 %
Marine Le Pen	27 %	61 %

<i>Selon la catégorie socioprofessionnelle, en %</i>	Adaptées à notre époque	Ne sont plus adaptées à notre époque
Cadres	48 %	41 %
Professions intermédiaires	38 %	51 %
Employés, ouvriers	30 %	54 %
Retraités	41 %	50 %

Les institutions de la Cinquième République telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui vous semblent-elles... ?

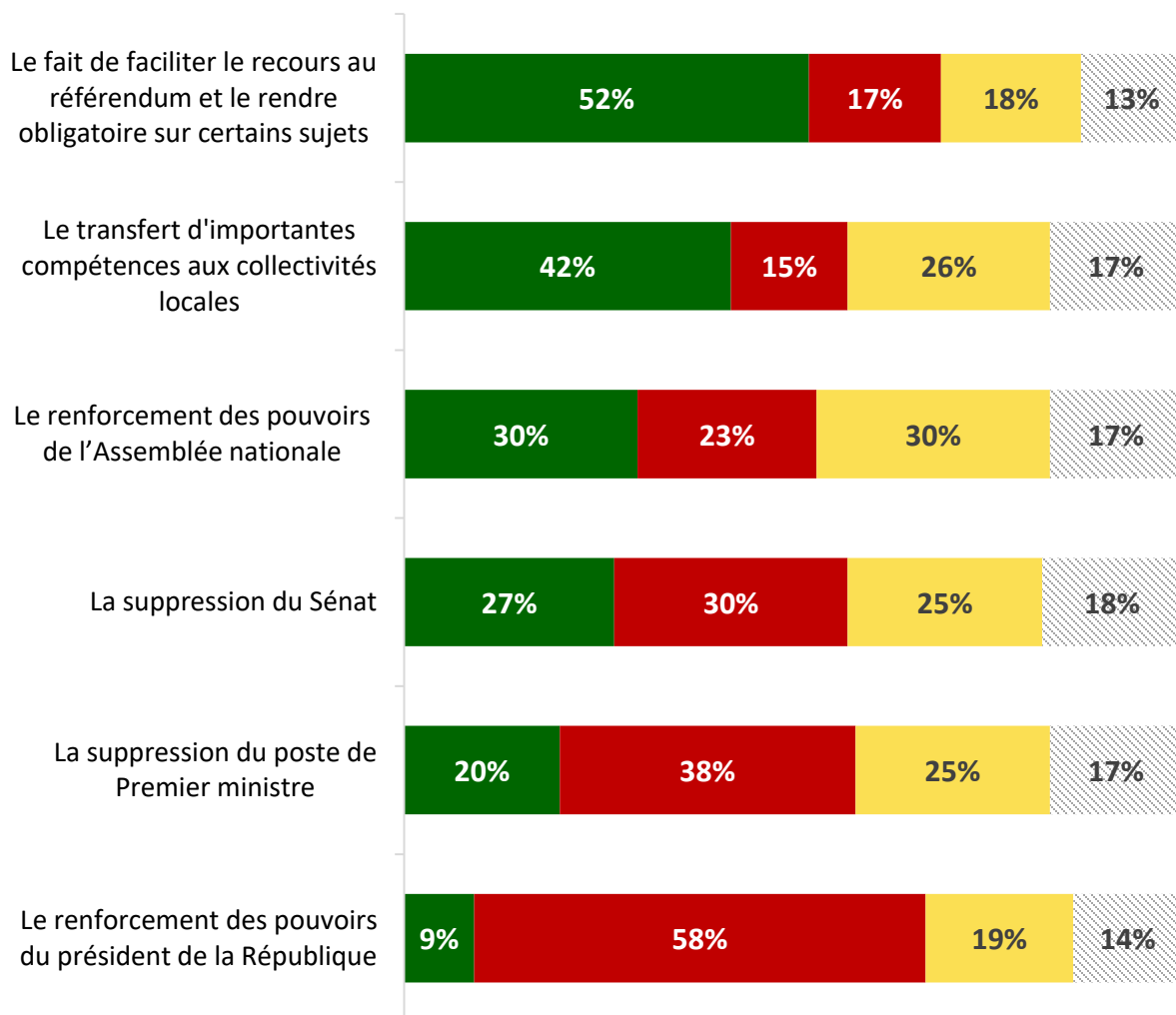
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse



Base : Ensemble (1001 personnes)

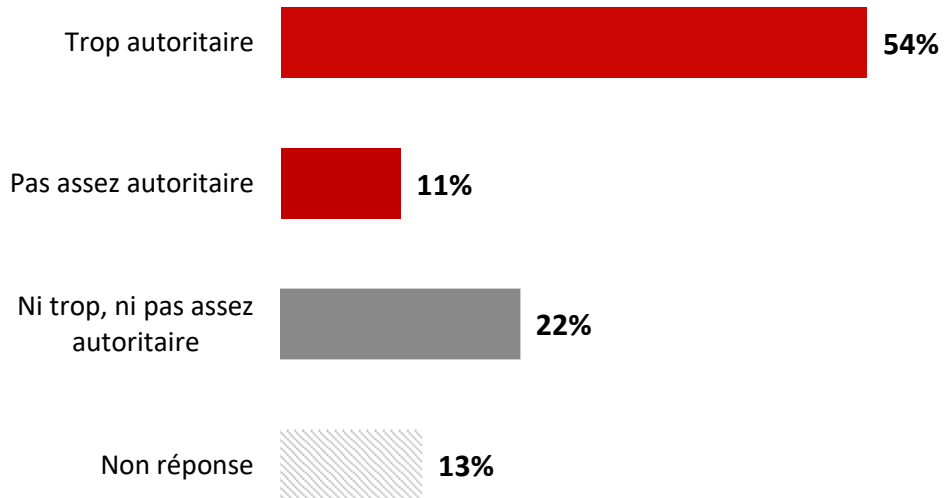
Vous personnellement, pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous qu'elle serait pour renforcer la démocratie en France...

■ Une bonne idée ■ Une mauvaise idée ■ Ni une bonne, ni une mauvaise idée ■ Non réponse



Base : Ensemble (1001 personnes)

Selon vous, la pratique du pouvoir par Emmanuel Macron est-elle...



<i>Selon la proximité partisane, en %</i>	Trop autoritaire
Sympathisants de gauche	68 %
Sympathisants de la majorité	28 %
Sympathisants de droite	53 %
Sympathisants d'extrême droite	65 %
Proches d'aucun parti	55 %

<i>Selon l'âge, en %</i>	Trop autoritaire
18 – 24 ans	47 %
25 – 34 ans	52 %
35 – 49 ans	51 %
50 – 64 ans	58 %
65 ans et plus	60 %

<i>Selon le vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, en %</i>	Trop autoritaire
Jean-Luc Mélenchon	80 %
Yannick Jadot	66 %
Emmanuel Macron	36 %
Valérie Pécresse	45 %
Marine Le Pen	63 %

<i>Selon la catégorie socioprofessionnelle, en %</i>	Trop autoritaire
Cadres	53 %
Professions intermédiaires	61 %
Employés, ouvriers	51 %
Retraités	60 %

Diriez-vous que l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 par le gouvernement pour faire passer son projet de réforme des retraites représente...

Une pratique légitime face à un débat bloqué **25%**

Une pratique illégitime sur ce sujet précis **27%**

Une pratique illégitime en toutes circonstances **35%**

Sous-total
Illégitime

62 %

Non réponse **13%**

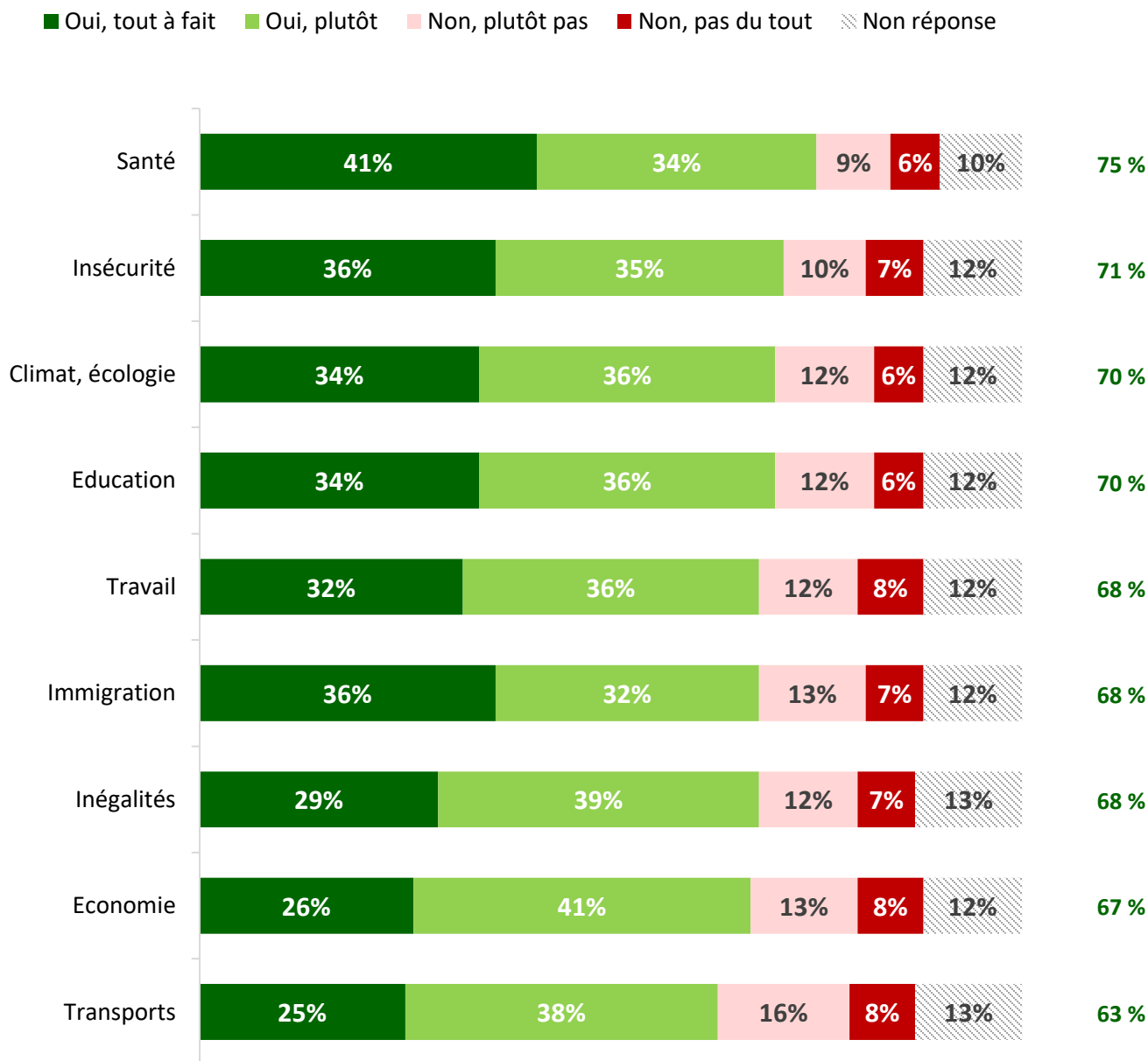
<i>Selon la proximité partisane, en %</i>	Pratique légitime	Pratique illégitime
Sympathisants de gauche	17 %	77 %
Sympathisants de la majorité	67 %	28 %
Sympathisants de droite	43 %	49 %
Sympathisants d'extrême droite	15 %	78 %
Proches d'aucun parti	18 %	64 %

<i>Selon l'âge, en %</i>	Pratique légitime	Pratique illégitime
18 – 24 ans	15 %	64 %
25 – 34 ans	15 %	71 %
35 – 49 ans	15 %	67 %
50 – 64 ans	23 %	66 %
65 ans et plus	45 %	48 %

<i>Selon le vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, en %</i>	Pratique légitime	Pratique illégitime
Jean-Luc Mélenchon	7 %	86 %
Yannick Jadot	19 %	81 %
Emmanuel Macron	57 %	36 %
Valérie Pécresse	46 %	51 %
Marine Le Pen	13 %	74 %

<i>Selon la catégorie socioprofessionnelle, en %</i>	Pratique légitime	Pratique illégitime
Cadres	31 %	55 %
Professions intermédiaires	17 %	75 %
Employés, ouvriers	14 %	70 %
Retraités	44 %	49 %

Pour les années à venir, souhaiteriez-vous personnellement être davantage consulté pour participer aux décisions sur les thématiques suivantes ?

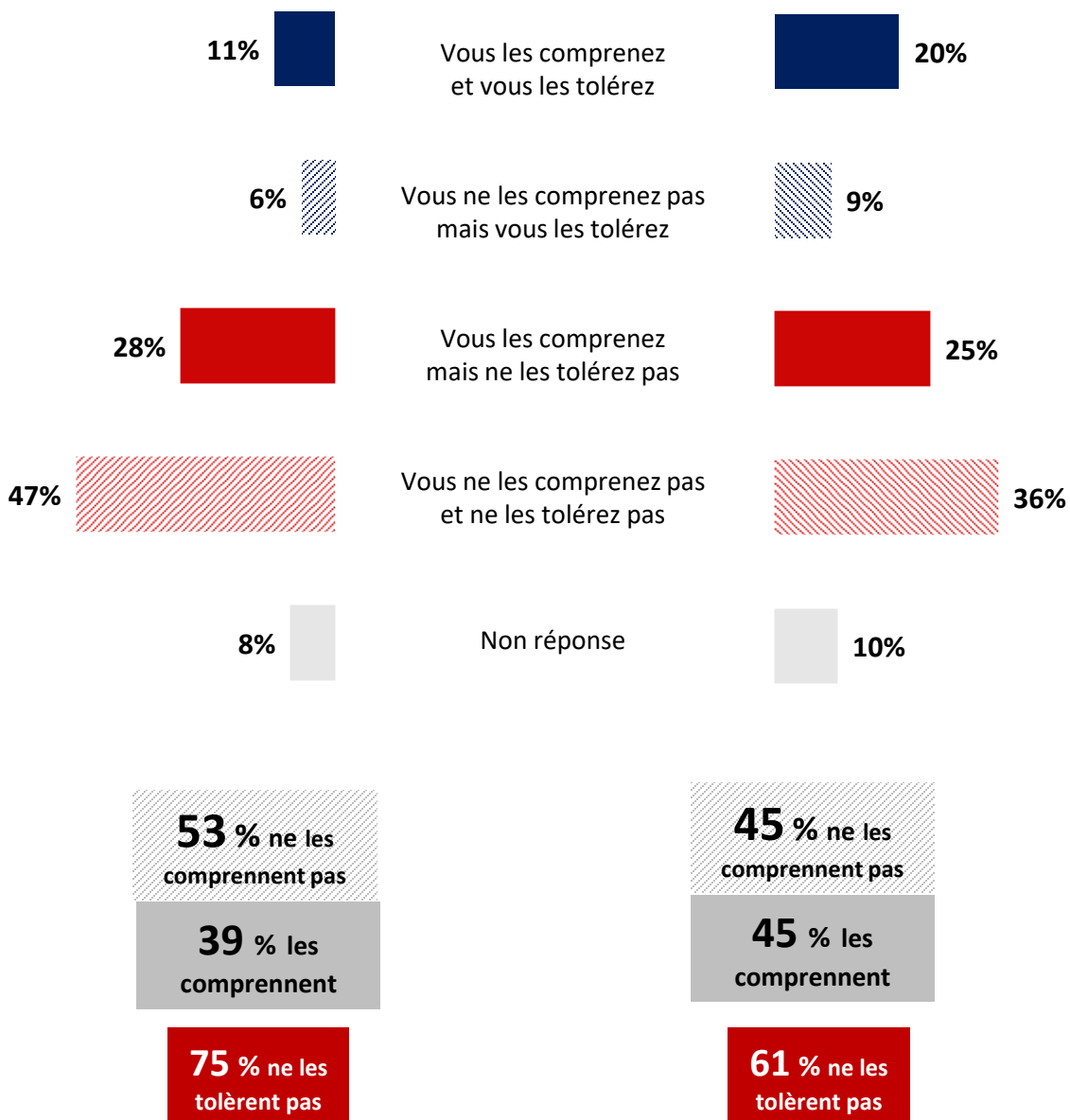


A l'occasion des manifestations contre la réforme des retraites et notamment contre le recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, des violences ont été commises.

A propos de ces actes de violence, diriez-vous que...

*S'agissant des violences commises
par les manifestants*

*S'agissant des violences commises
par les forces de l'ordre*



S'agissant des violences commises par les manifestants

Selon la proximité partisane, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
Sympathisants de gauche	37 %	71 %
Sympathisants de la majorité	77 %	93 %
Sympathisants de droite	75 %	91 %
Sympathisants d'extrême droite	49 %	75 %
Proches d'aucun parti	54 %	75 %

Selon l'âge, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
18 – 24 ans	38 %	59 %
25 – 34 ans	36 %	61 %
35 – 49 ans	47 %	70 %
50 – 64 ans	55 %	79 %
65 ans et plus	71 %	90 %

Selon le vote au 1 ^{er} tour de l'élection présidentielle, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
Jean-Luc Mélenchon	33 %	67 %
Yannick Jadot	41 %	94 %
Emmanuel Macron	72 %	88 %
Valérie Pécresse	78 %	93 %
Marine Le Pen	49 %	76 %

Selon la catégorie socioprofessionnelle, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
Cadres	51 %	75 %
Professions intermédiaires	53 %	72 %
Employés, ouvriers	43 %	69 %
Retraités	71 %	90 %

S'agissant des violences commises par les forces de l'ordre

Selon la proximité partisane, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
Sympathisants de gauche	61 %	74 %
Sympathisants de la majorité	36 %	49 %
Sympathisants de droite	35 %	44 %
Sympathisants d'extrême droite	40 %	59 %
Proches d'aucun parti	48 %	67 %

Selon l'âge, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
18 – 24 ans	44 %	64 %
25 – 34 ans	49 %	63 %
35 – 49 ans	45 %	65 %
50 – 64 ans	47 %	66 %
65 ans et plus	45 %	52 %

Selon le vote au 1 ^{er} tour de l'élection présidentielle, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
Jean-Luc Mélenchon	63 %	83 %
Yannick Jadot	63 %	81 %
Emmanuel Macron	41 %	56 %
Valérie Pécresse	39 %	47 %
Marine Le Pen	40 %	59 %

Selon la catégorie socioprofessionnelle, en %	Ne les comprennent pas	Ne les tolèrent pas
Cadres	44 %	66 %
Professions intermédiaires	55 %	70 %
Employés, ouvriers	47 %	64 %
Retraités	44 %	52 %

VIAVOICE



| VIAVOICE | GLOBAL CENTER FOR THE FUTURE | BLOOMTIME | LES TEMPS NOUVEAUX |

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, BFM Business, Radio Classique, France 2, RTL et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.